



**HAL**  
open science

**Ceux qui avaient le plus ont le moins et ceux qui avaient  
le moins ont le plus. Barrage et qualité de vie au  
Portugal**

Fabienne Wateau

► **To cite this version:**

Fabienne Wateau. Ceux qui avaient le plus ont le moins et ceux qui avaient le moins ont le plus. Barrage et qualité de vie au Portugal. Revue de l'Economie Méridionale, 2003, vol.51 (n°201-202), pp.269-275. halshs-00509958

**HAL Id: halshs-00509958**

**<https://shs.hal.science/halshs-00509958>**

Submitted on 17 Aug 2010

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

---

Paru dans : *Revue de l'économie méridionale*, Montpellier, vol.51 n°201-202, 2003 : 269-275

---

*« Ceux qui avaient le plus ont le moins et ceux qui avaient le moins ont le plus ».*

### **Barrage et qualité de vie au Portugal**

**Fabienne WATEAU**

CNRS, UMR 504, Mutations des territoires en Europe, Montpellier III  
Fundação para a Ciência e a Tecnologia, Lisboa

L'histoire commence en 1958 mais remonte aux années 1920, quand les premiers ingénieurs viennent repérer le terrain, mesurer les débits et estimer le fond de la rivière — se souvient Tia Rita, alors âgée de huit ans, dont le père a accompagné les techniciens auprès de la rivière. Au nom du principe de développement d'une région et d'une meilleure gestion et planification des eaux de la péninsule Ibérique, un accord bi-national est signé en 1968 par Franco et Salazar, dictateurs respectifs de l'Espagne et du Portugal. La construction d'un grand barrage en Alentejo, visant à équilibrer les ressources en eau et à permettre l'irrigation des terres arides de cette région du Portugal située au sud de Lisbonne est alors décidée ; l'eau retenue devait aussi servir à alimenter la ville de Sines, un port du littoral atlantique, et offrir au reste du pays une électricité meilleur marché. Depuis, la destination de ce grand barrage a maintes fois été réajustée : après des années de désaccord politique, de remise en question de sa pertinence (Daveau, 1977), d'avancée et de recul des travaux, le barrage d'Alqueva a finalement été construit sur la

rivière Guadiana, à quelques kilomètres de l'Espagne, et servira avant tout de « réserve stratégique d'eau ». Prévu pour être le plus grand bassin de rétention d'eau d'Europe, s'étendant sur une surface de 250 km<sup>2</sup> (215 km<sup>2</sup> au Portugal, 35 km<sup>2</sup> en Espagne) et retenant un total de 4 115 hm<sup>3</sup> d'eau, il servira aussi à alimenter le bassin voisin du Rio Sado, à irriguer les terres de l'Alentejo quand le réseau d'irrigation sera définitivement terminé<sup>1</sup>, à partir de 2025, et à fournir de l'électricité dès que les turbines seront installées<sup>2</sup>. Le barrage d'Alqueva a été inauguré le 8 mars 2002 ; il faudra attendre deux ans pour que le lac de retenue atteigne la cote maximale de 152.

### **États et région conçoivent la qualité en termes de développement**

Pour les États, construire de grandes infrastructures visait à permettre le progrès et le développement, étant sous-entendu que le progrès conduirait à une meilleure qualité de vie, ici économique, des deux pays. Le général Franco, appelé aussi « la grenouille des barrages » par certains de ses détracteurs, pour avoir inauguré une quantité surprenante de murs de rétention en Espagne, avait pour politique de considérer l'eau et l'irrigation comme progrès indiscutable. Au Portugal, à l'occasion de l'inauguration du barrage de Caia en 1967, Salazar avait fait ériger un monument sur lequel sont gravés les mérites notoires de l'eau et sa contribution à une meilleure qualité de vie pour la région. Il devenait évident, à l'échelle des pays, qu'une bonne gestion et planification des rivières de la péninsule Ibérique ouvrirait sur le développement, l'abondance des produits irrigués et une amélioration générale des conditions de vie politique et économique. Or, c'était sans compter sur les problèmes techniques et sociaux liés à la qualité de l'eau.

La résistance à la construction du barrage d'Alqueva n'a guère été manifeste. Mais c'est en effet via cette exigence, la qualité de l'eau, qu'à partir des années 80 les écologistes et parfois quelques politiques se sont positionnés, faisant principalement porter à l'Espagne, très agricole, la responsabilité de la pollution des rivières. Aujourd'hui, alors que le plan d'eau se remplit, ils avancent que « cette pollution diffuse va faire des dégâts dans le barrage d'Alqueva, et que si les choses continuent ainsi, on peut être sûrs que l'eau du barrage va être de très mauvaise qualité. Elle ne servira ni pour boire ni pour l'agriculture » (*Diário de Notícias*, 9/12/2002). Et une eau polluée, c'est

---

1. Il est prévu 110 000 hectares de terres irriguées.

2. La mise en service du premier générateur est prévue pour juillet 2003.

aussi et selon eux une moins bonne qualité de vie, dans le contexte généralisé de protection de l'environnement, d'une nécessaire prise de conscience politique de l'état des rivières (Pais de Brito, 2002), de valorisation du patrimoine naturel, du bien-être collectif, de la relation entre populations et territoires.

Pour les habitants de la région Alentejo, le barrage d'Alqueva ne peut qu'apporter des bienfaits, tant en termes économiques qu'en termes d'images. Il est l'infrastructure technique tant attendue « devant sauver la région de la désertification tant physique qu'humaine » (Drain, 1996), l'expression d'un espoir cultivé depuis de longues années par les différents partis politiques au pouvoir, la possibilité de faire de cette région un peu désertée — située entre Lisbonne, la capitale, et l'Algarve, zone touristique, — un nouveau pôle attractif<sup>3</sup> (Wateau, 2002). L'Alentejo a tout à gagner : une nouvelle renommée, un renouveau de son tourisme, un intérêt économique. Au moins, est-ce le discours régional partagé<sup>4</sup>. L'espoir régional, en d'autres termes, malgré les quarante années d'intervalle entre la conception de ce barrage et sa réalisation, reste intact<sup>5</sup>. La construction du barrage d'Alqueva concerne de façon immédiate cinq cantons ; certaines villes bénéficieront de l'appellation attractive « villes historiques », d'autres bourgades de celle de « villages de l'eau ». Au village d'Estrela, « village de l'eau » qui peu à peu se transforme en une presqu'île ceinte par les eaux du barrage, tous considèrent que la qualité de vie de leur petit village de deux cents habitants sera améliorée — et ce, même si certains perdent leur emploi car il n'y a plus de terres à travailler, ou que pour atteindre celles qui restent il faut désormais contourner le plan d'eau et parcourir plus de kilomètres ; les plus vieux, quant à eux, regrettent que

3. Ce qui semble déjà se réaliser, au vu des milliers de visiteurs se rendant au barrage et, conjointement, de l'installation significative de vendeurs ambulants sur le site (*Público*, 8 janvier 2003).

4. D'après les enquêtes que j'ai pu mener depuis 1998 en Alentejo, tant dans la presse locale qu'auprès des dirigeants politiques, des commerçants et du reste de la population, en ville comme dans les villages.

5. Or, on peut douter de la pertinence économique de ce barrage. Le mythe de l'eau du progressisme technocratique, discours daté et historicisé, si souvent tenu par les développeurs de la planète, a ici aussi fonctionné. Longtemps, les décideurs ont fait croire aux paysans de la région qu'il était possible de transformer ces terres sèches et jaunies en un grand jardin verdoyant, irrigué, productif et compétitif, mais sans aborder directement la question du prix de l'eau ou de la formation nécessaire des paysans à la pratique de l'irrigation (thèmes qui surgissent aujourd'hui), ni replacer dans le cadre d'une Europe en surproduction de produits horticoles la place de ce barrage. Sur la question du développement durable par les grands barrages, voir la position de Lacoste (2001) et surtout le n° 102-2001 d'*Hérodote*.

le barrage « arrive trop tard [...] il ne profitera qu'à nos petits-enfants »<sup>6</sup>. Les touristes étrangers ou vacanciers de la ville traversent déjà le village pour aller faire du canoë sur le nouveau plan d'eau — et les habitants d'Estrela espèrent qu'un jour ils sauront les retenir car des hébergements et de la restauration pourront être proposés —, tandis que les locaux pêchent les achigans avec succès, premier résultat heureux de la montée des eaux du Guadiana, pour les vendre aux restaurants de la ville voisine de Reguengos de Monsaraz (*Diário de Notícias*, 11/12/02). Tous sont optimistes, le barrage ne peut que contribuer au développement de la région, à son ouverture et donc à une qualité de vie meilleure, plus moderne, plus active, plus rentable aussi peut-être. À Estrela, on mise sur le tourisme, comptant sur l'aide de l'entreprise constructrice du barrage (EDLA) et de l'État pour favoriser sa réalisation. Au village de Luz situé juste à côté d'Estrela, la situation est différente : les villageois ont appris à accepter le barrage, ce barrage qui les oblige à déménager et à s'installer dans un nouveau village construit spécialement à cet effet, respectant la morphologie sociale de l'ancien mais aux infrastructures modernes. Car le village de Luz est sur le point d'être démolé et englouti par les eaux d'Alqueva. Les premiers déménagements ont commencé à la mi-août 2002. Lors de l'inauguration officielle du nouveau village, le 19 novembre 2002, il restait encore sept familles à déplacer.

### **Habiter des maisons neuves tout en acceptant le sacrifice**

Pour les gens du village qui va être noyé, la qualité de vie au nouveau village, construit à trois kilomètres de là et baptisé Luz comme l'ancien, c'est la chance et le plaisir de pouvoir habiter dans des maisons neuves. Des maisons neuves pour tous, même pour ceux qui vivaient dans des maisons sans grandes conditions, équipées de salles de bains, du gaz de ville et du câble en réseau, dotées de sols nivelés plus faciles à fouler, plus faciles à laver, de fenêtres dans chaque pièce et, en général, d'une surface plus grande en mètres carrés. C'est aussi un jardin attenant à l'arrière de chaque maison, même pour ceux qui n'en possédaient pas à l'ancien village, et parfois, dans ce jardin, une petite maison équipée d'une grande cheminée, ancienne cuisine à tuer les cochons, cabanes à l'ancien village, véritables dépendances ou cuisines

---

6. De façon systématique, en juillet 2002, faisant du porte-à-porte, j'ai demandé à toutes les personnes rencontrées à Estrela ce que leur inspirait le thème de la qualité de vie. Pour ne pas orienter les réponses, la question posée était : que pensez-vous du barrage en termes de qualité de vie ?

modernes au nouveau village. Au plan collectif, la qualité de vie se traduit par des infrastructures mieux adaptées, un dispensaire, un centre d'accueil pour les personnes âgées, une école moderne pour les enfants, plusieurs jardins publics, un gymnase et une magnifique place taurine à faire pâlir d'envie les villages alentour. Sur ces aspects, tous sont d'avis que la qualité de vie est bien meilleure au nouveau village. Et pourtant.

Vivre dans ce nouveau village, disent-ils, c'est aussi un sacrifice, c'est perdre ce qui faisait la richesse et la beauté de l'ancien : sa situation dans un repli du terrain, gorgé d'une eau bonne à boire et suffisante pour les animaux<sup>7</sup>, c'est laisser les arbres fruitiers et les oliviers, c'est quitter l'endroit qu'avait choisi la sainte patronne, Notre-Dame de Luz, pour faire établir le village et le protéger des brigands<sup>8</sup>. Terre noyée des parents et des grands-parents, l'inscription sur le territoire est rappelée avec amertume, et les souvenirs attachés à des images et à des odeurs aujourd'hui disparues sont chéris et ravivés à la moindre occasion<sup>9</sup>. La qualité de vie pour les gens de Luz renvoie donc aussi à un certain esthétisme, à des sentiments, comme à des usages quotidiens, à du fonctionnement. Au nouveau village, ils soulignent les incohérences, pointant du doigt les portes qui ferment mal, les finitions à refaire, le drainage inefficace des jardins en cas de fortes pluies (*Público*, 24/12/2002), ou encore, comme le signalait déjà le maire en octobre, les murs à problèmes et les cuisines non adaptées aux appareils électroménagers (*Diário de Notícias*, 24/10/02). On a beau « être bien » dans les nouvelles maisons, on s'attarde sur ce qui fonctionne mal et rappelle, immanquablement, ce qui fonctionnait mieux à l'ancien village.

De façon plus sensible, c'est aussi de disparités sociales dont il est question. Des disparités atténuées par le fait qu'il est devenu interdit d'apposer sur les murs de sa maison des carreaux de faïence, signes distinctifs de richesse, ou des barreaux en fer forgés aux fenêtres, ou des portes et

---

7. Le comble pour ce village noyé par les eaux, c'est l'absence d'eau et de source au nouveau village. La qualité de l'eau à boire sera moindre, en provenance du lac de retenue, filtrée, traitée et stockée dans un réservoir.

8. Mythe d'origine et de fondation du village de Luz. Une vierge serait apparue à un vacher, lui intimant l'ordre de construire un village à cet endroit précis, qui résisterait alors au temps et aux envahisseurs.

9. Et ce, quels que soient les dédommagements concédés. Un comportement, somme toute, retrouvé dans d'autres endroits où des barrages ont englouti des villages. À Tignes en mai 2000, à l'occasion du vidage décennal des eaux du barrage, une procession a rassemblé tous les habitants et descendants d'habitants de Tignes au fond de la dépression, notamment pour procéder au baptême des enfants qui, selon leurs termes, « récupéraient dans vingt ans, à la fin de la concession EDF, les terres originelles de Tignes » (mission Tignes, mai 2000).

fenêtres en aluminium, certes moins « traditionnelles »<sup>10</sup>, mais tellement plus pratiques quand le climat de la région est continental et que le froid de l'hiver et la chaleur de l'été font gonfler ou se rétracter les bois — qu'il faut alors repeindre régulièrement, c'est-à-dire démonter, gratter et traiter. Pour les plus aisés, pour ceux qui en avaient les moyens, équiper sa maison de ces matériaux à la fois modernes (pour l'aluminium) et coûteux (pour les *azulejos* et le fer forgé) était le véritable progrès. Ils leur offraient un plus grand confort domestique et renforçaient leur pouvoir de représentation au sein du village. Comme ils le disent eux-mêmes : « ceux qui avaient le moins ont le plus et ceux qui avaient le plus ont le moins », traduisant ainsi leur mécontentement et cette impression désagréable que les relations sociales sont en train de changer au nouveau village, que l'ordre statutaire a été éprouvé, et qu'une homogénéisation sociale, quoique relative, est en phase de s'installer. Pour le visiteur extérieur, tous sont logés à la même enseigne, et à bonne enseigne, et c'est bien cela qui dérange certaines personnes de Luz. Si changer de maison revient à perdre ce qui a été gagné avec le temps, au fil des années et des aménagements, il s'agit bien d'une perte en termes de qualité de vie que l'État ou l'entreprise constructrice (*EDLA*), concluent-ils, se doivent de compenser.

Et la compensation choisie est financière. En janvier 2003, cinq familles habitaient encore à l'ancien village, car elles réclamaient explicitement dans la presse une « qualité de vie » (*Diário de Notícias*, 9/01/03) ou encore les moyens financiers de compenser ce qui jamais ne sera reconstruit. Au nouveau village, en effet, aucun bâtiment pour les tracteurs, aucun entrepôt ou étable n'ont été envisagés, ni même ne sont aujourd'hui autorisés à la construction. Le nouveau village a été pensé et conçu comme un « village urbain » — pour reprendre les termes d'un des membres de l'entreprise promotrice — et non plus comme le village rural qu'il était. Seules les maisons d'habitation, les commerces et les équipements collectifs ont été remplacés. Les terres expropriées ont été achetées et non pas substituées<sup>11</sup>. Les

---

10. Le nouveau village a été construit par des architectes de la ville de Porto ne connaissant guère les contraintes climatiques et les habitudes sociales de l'Alentejo. L'idée de « maison portugaise traditionnelle » a été retenue — un concept politique et culturel au Portugal qui a mobilisé près de cinquante ans de l'histoire du pays et sur lequel sont étayées l'identité et la nationalité portugaise (Leal, 2000) —, ici dans le sud, stéréotypée, blanche au soubassement coloré, aux portes et fenêtres en bois peintes ou vernies, sans étage, sans jardin devant, sans décoration de façade. Pendant cinq ans, par convention et garantie des constructeurs, il est interdit aux villageois de modifier les maisons (une interdiction déjà enfreinte dans les intérieurs de maisons et les jardins).

11. Excepté dans de rares cas mais toujours réajustées à la baisse.

conditions économiques et matérielles de continuer une activité rurale, en d'autres termes, ont été amputées : « jamais la vie du village ne reviendra à la normale, s'il est impossible de faire les travaux nécessaires à la venue de certains agriculteurs » (*Diário de Notícias*, 9/01/03), ajoute le maire, des agriculteurs désireux d'emmener avec eux leur bétail et leurs machines agricoles. Beaucoup ont cédé et ont vendu leurs bêtes, quelques-uns mieux renseignés et au pouvoir de décision plus important résistent encore, bien décidés à obtenir le maximum d'argent.

Dans ce contexte encore très récent de transfert de population et d'implantation d'un grand barrage, il est difficile d'estimer avec précision si les États, la région et le village gagneront ou perdront en termes de qualité de vie. Sans doute doit-on s'attendre à un bilan nuancé, relatif selon les angles envisagés. Car la qualité de vie est une notion relative, subjective, liée à l'attribution d'une valeur à la fois marchande et symbolique, donc une représentation susceptible d'évoluer dans le temps et selon les situations. Encore mal définie, elle apparaît, dans le discours des différents interlocuteurs, associée à d'autres notions, comme celles de développement, de gain économique, de qualité de l'eau, de confort, de respect de la différence et des disparités, de création de lien social, etc. Remarquons que si cette notion est conceptualisée et historicisée politiquement, renvoyant à des courants de pensée et à des logiques économiques de développement, elle semble encore bien floue et aliénée pour les membres de ces communautés qui apprennent peu à peu à l'utiliser et découvrent sa force d'argument politique pour défendre leurs biens privés. Une notion, sans aucun doute, encore à définir.

### Bibliographie

- DAVEAU S. « Bases geográficas do problema da barragem de Alqueva. Acheegas para a sua apresentação », *Finiterra*, XII (24), 1977, 342-351.  
 DRAIN M, « La Péninsule Ibérique », in M. Drain (éd.), *Les conflits pour l'eau en Europe méditerranéenne, Espace rural*, Montpellier, 36, 1996, 19-62.  
 LACOSTE Y., « Géopolitique de l'eau », *Hérodote*, n° 102, 2001, 3-18.  
 LEAL J., *Etnografias portuguesas (1870-1970). Cultura popular e identidade nacional*, Dom Quixote, Lisboa, 2000.



PAIS DE BRITO J., « Um museu ou um rio. Colaboração do Museu Nacional de Etnologia num projecto em curso », *Rede portuguesa de Museus*, Lisboa, 2002, 4-6.

WATEAU F., « Du Portugal à l'Europe. Effets d'échelles, de Melgaço à Alqueva », *Lusotopie 2002/2*, 2002, 165-176.

« Mudanças quase concluídas », *Diário de Notícias*, 24 octobre 2002.

« Água poluída invade Alqueva », *Diário de Notícias*, 9 décembre 2002.

« Ganância não poupa achigãs », *Diário de Notícias*, 11 décembre 2002.

« Festa na nova aldeia da Luz ainda não é para todos », *Diário de Notícias*, 24 décembre 2002.

« Milhares de pessoas visitam barragem de Alqueva », *Público*, 8 janvier 2003.

« Subida da água isola famílias na aldeia da Luz », *Diário de Notícias*, 9 janvier 2003.